

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D3 i 2026-355
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n°2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n°2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers. Le PEBD est valorisé à hauteur de 50 % en granulés plastiques qui seront utilisés pour confectionner des sacs en plastiques ou des tuyaux d'arrosage ; les 50 % restant, non valorisables, sont utilisés comme combustible solide de récupération, en cimenterie notamment.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des capacités de stockage	AP Complémentaire du 22/07/2022, article Annexe 5	Sans objet
2	Déchets entrants dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.1	Sans objet
3	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.2	Sans objet
4	Registre des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.3	Sans objet
5	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformités sur les prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des capacités de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2022, article Annexe 5						
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de stockage des déchets						
Prescription contrôlée :						
Zone1 et 1 bis – A u v e n t o u e s t						
Stockagede	Surfacede la zone	Surfaceutilisée	Hauteur	Volumeréel	Tonnageréel	Caractéristiques
Déchetsen	1022m2	680m2	3m	2040m3	714t	Ballesde 1

trants – Films d'emballages						m x1,2 m x 0,80 m. Balles de 350 kg en moyenne. P i l e s deballes. Max. 4 niveaux. Allées de circulation de 3 m.
C S R e n v r a c	800m2	500m2	3m	1500m3	400t	Plastiques(autres que P E B D) broyés.
Zone2 – Zone de production et maintenance						
Stockagede	Surfacede la zone	Surfaceutilisée	Hauteur	Volumerée l	Tonnageré el	Caractéristiques
Granuléproduit en attente de filmage	250m2	50m ² (surfaceutilisée t a n t donné que les BB vont s u r palettes)	2m	60m3	48t	B i g b a g s fabriqués en attente de filmage. 1,5 m3 par BB.1,2 t par BB. Filles de 10 BB.
Zone3 – Stockage de déchets entrants						
Stockagede	Surfacede la zone	Surfaceutilisée	Hauteur	Volumerée l	Tonnageré el	Caractéristiques
Déchetsentrants	780m2	200m ²	3m	600m3	200t	Ballesde 1 m x1,2 m x 0,80 m.

						0,80 m. Balles de 350 kg en moyenne. M a x . 3niveaux. Allées de circulation de 3 m.
Zone4 - Z o n e intermédia ire (zone jaune)						
Stockaged e	Surfacede la zone	Surfaceutil isée	Hauteur	Volumerée l	Tonnageré el	Caractérist iques
Déchetsen trants - F i l m s d'emballag es	1400m ²	850m ²	3m	2550m ³	892,5t	Ballesde 1 m x1,2 m x 0,80 m. Balles de 350 kg en moyenne. P i l e s deballes. M a x . 4 niveaux. Allées de circulation de 3 m.
Bâtimentd e stockage (entrepôt cellule 1, cellule 2 vide)						
Stockaged e	Surfacede la zone	Surfaceutil isée	Hauteur	Volumerée l	Tonnageré el	Caractérist iques
Granuléen BB	450m ²	200m ²	3m	240m ³	192t	B i g B a g filmés en attente de chargemen t. 1,5 m ³ parBB.1,2 t

						parBB.1,2 t par BB. Filles de 10 BB.
Déchets entrants – Films d'emballages	960m ²	960m ²	2m	1920m ³	1700t	Allées de 2,5 m.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance l'état des stocks pour la semaine 13.

Pour les déchets plastiques entrants :

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi lui permettant de suivre au quotidien la quantité totale de déchets présents sur site. Ce tableau reprend une estimation représentative des déchets plastiques entrants.

Pour chaque camion, l'exploitant prélève une balle afin de réaliser une caractérisation et diriger le lot vers la bonne zone de stockage.

Pour le CSR :

La quantité est estimée par la limitation de la hauteur de la zone.

Pour les granulés :

L'exploitant utilise une règle simple : 1 big bag correspond à une tonne, donc la zone ne doit pas avoir plus de 48 big bag

Une visite sur site a permis de constater le respect des capacités réglementaires autorisées.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi par zone lui permettant de s'assurer des quantités présentes sur site.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets entrants dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets

Prescription contrôlée :

L'établissement est approvisionné en déchets à recycler par des filières régionales et nationales de déchets d'emballages ménagers.

Films d'emballages ménagers issus de la collecte sélective = 40000 tonnes / an pour valorisation matière billes de polymère.

Lors de la prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est approvisionné par les déchets plastiques de CITEO. Ces déchets proviennent des filières régionales et nationales. L'exploitant n'importe pas de déchets plastiques issus d'autres pays (pays limitrophes par exemple). Le registre de réception permet de s'assurer de la quantité pris en charge par l'exploitant. Pour l'année 2024, l'exploitant a réceptionné 39512 tonnes. Pour 2025, 39015 tonnes. L'exploitant dispose d'un contrat initial avec CITEO pour 10 ans. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni l'extrait du dernier contrat (signé le 01/03/2026) en vigueur avec CITEO afin de justifier le tonnage « contractualisé ». L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Admission des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés. L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. À défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte. Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées. L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi (LASER développé par CITEO) permettant pour chaque livraison d'avoir le type de déchets et la quantité prévue. L'exploitant dispose d'un pont bascule. Le bon de livraison est scanné et archivé sur LASER. Un tableau de suivi interne permet de reprendre l'ensemble des éléments pour chaque livraison. Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Registre des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • la date de réception ; • le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; • la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • l'identité du transporteur des déchets ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le registre des déchets entrants. Les informations réglementaires demandées sont présentes. Un contrôle par sondage des données a été réalisé pour l'année 2026. Il a été constaté que l'exploitant indique plusieurs codes déchets par ligne et non un seul code déchet. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la mise à jour du registre avec un unique code déchet par ligne. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Registre des déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement des déchets sortants du site. Pour chaque chargement, le registre des déchets et des produits issus du traitement des déchets contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition ; • le nom et l'adresse du repreneur ; • la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • le cas échéant, la nature et la quantité de produits issus du traitement des déchets ; • l'identité du transporteur ; • le numéro d'immatriculation du véhicule ; • le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son registre de sortie de déchets. Le tableau de suivi ne dispose pas de la colonne destinataire et code de traitement. Cependant avec les éléments présents dans le registre, l'exploitant est en capacité d'indiquer le destinataire (repris dans la colonne transporteur) et le mode de traitement (repris dans la colonne type de bennes). Un contrôle par sondage des données a été réalisé pour l'année 2026. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la mise à jour du registre avec l'ajout des colonnes destinataire et code de traitement.</p>

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite